

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES 2024MMODM3N47S0000

Acheteur

EPAMSA
1 rue de Champagne
78200 MANTES LA JOLIE

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur général de l'établissement

Mission de contrôle extérieur pour la
réalisation d'une passerelle de franchissement
de la Seine entre Poissy et Carrières-sous-
Poissy

Table des matières

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS	5
1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	6
1.1 Objet du contrat	6
1.2 Procédure de passation	6
1.3 Nature du contrat	6
1.4 Forme du contrat	6
1.5 Organisation de l'achat	6
1.5.1 Allotissement	6
1.5.2 Contrat à tranches	6
1.5.3 Marché réservé	6
1.6 Accord-cadre	6
1.7 Attributaire	6
2. PIECES DU CONTRAT	7
2.1 Pièces contractuelles	7
2.2 Pièces établies après la conclusion du contrat	7
2.3 Stipulations générales	7
2.4 Acceptation des pièces et documents de la consultation	8
2.5 Connaissance du site et des prestations du contrat	8
2.6 Pièces à remettre au titulaire	8
3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	9
3.1 Confidentialité – protection des données personnelles – mesures de sécurité	9
3.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	9
3.3 Protection de l'environnement – sécurité - santé	9
3.4 Réparation des dommages	9
3.5 Assurances	9
3.6 Changement de législation ou de réglementation	9
3.7 Autres obligations	10
3.7.1 Obligation générale de conseil	10
3.7.2 Obligations de moyens et de résultats	10
3.7.3 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance	10
3.7.4 Hygiène et sécurité	11
4. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION	11
4.1 Entrée en vigueur et durée du contrat	11
4.2 Délais d'exécution	11
4.3 Prolongation des délais d'exécution	12
4.4 Notifications – ordres de service – délais	12
4.5 Exécution complémentaire	12

5.	PENALITES.....	12
5.1	Pénalités pour retard.....	13
5.2	Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la présentation des sous-traitants .	13
5.3	Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal.....	13
6.	MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE	14
6.1	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire (mise en régie)	14
6.1.1	Manquement aux termes du contrat	14
6.1.2	Autres conséquences	14
6.2	Cas de mise en régie du titulaire constitué sous la forme d'un groupement	14
7.	DECHEANCE	14
8.	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	14
8.1	Forme des prix.....	15
8.3	Variation de prix	15
8.4	Avance	16
8.5	Règlement des comptes	16
8.5.1	Acomptes et règlements partiels définitifs	16
8.5.2	Présentation des demandes de paiement	17
8.5.3	Paieement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paieement direct	17
8.5.4	Délais de paieement et intérêts moratoires	18
9.	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	18
10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
10.1	Opérations de vérification.....	18
10.2	Admission	18
11.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
12.	CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU CONTRAT.....	19
12.1	Modification du contrat	19
12.2	Cession du contrat.....	19
12.3	Imprévision.....	20
13.	RESILIATION	20
13.1	Résiliation pour événement extérieur au contrat.....	20
13.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	20
13.3	Résiliation du contrat aux torts du titulaire	21
14.	DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS.....	21
15.	LANGUE ET UNITE MONETAIRE	22
16.	GESTION DES CONTENTIEUX ET DES SINISTRES	22
16.1	Gestion des contentieux.....	22
16.2	Gestion des sinistres.....	22
17.	PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	22

18.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	22
-----	-------------------------------	----

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS

Maîtrise d'ouvrage / mandant :

Syndicat Mixte Seine Ouest (SMSO)

Hôtel du Département – 2 place André Mignot – 78012 VERSAILLES CEDEX

Représenté par son Président, Monsieur Daniel LEVEL

Mandataire – maîtrise d'ouvrage agissant au nom et pour le compte du SMSO :

Etablissement public d'aménagement du Mantois Seine Aval (EPAMSA)

1 rue de Champagne – 78200 MANTES-LA-JOLIE

Représenté par son Directeur général par intérim, Monsieur Damien BEHR

Intervenants :

Maîtrise d'œuvre :

Agence NEY PARTNERS (mandataire) – 181 chaussée de la Hulpe – B1170 BRUXELLES (Belgique)

SCE (cotraitant) - 4 rue Viviani – 44000 NANTES

STRATES OUVRAGES D'ART (cotraitant) – 2 rue de Belfort – 69004 LYON

ATELIERS ROLAND JEOL (cotraitant) – 32 rue Aristide Briand – 69300 CALLUIRE

L'ARCHIVOLTE – 9 chemin des Postes – 93320 LES PAVILLONS SOUS BOIS

Contrôle technique : la mission de contrôle technique des travaux est assurée par :

- BATIPLUS – Immeuble le Méliés – 261 rue de Paris – 93100 MONTREUIL

Le contrôleur technique assure les missions suivantes :

L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables

Le : solidité des existants

Av : stabilité des avoisinants

Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Elec : vérification des installations électriques

Coordonnateur sécurité et protection de la santé : les travaux relèvent de la catégorie 1 au sens du code du travail (loi n°93-1418 du 31 décembre 1993).

Le coordonnateur SPS est la société :

- FRANCE AIRES – 27 rue Ernest André – 78110 LE VESINET

D'autres intervenants sont également mobilisés sur cette opération :

- HYDROGEOTECHNIQUE,
- ARS,
- BIOTOPE.

Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-fournitures et services (CCAG-FCS), l'acheteur désigne dès à présent **Mark VANDER PLAETSE, chargé d'opérations superstructure et travaux – Direction du Pôle Aménagement de l'EPAMSA**, agissant au nom et pour le compte de l'acheteur pour le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du contrat, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du contrat.

1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet une mission de contrôle extérieur des travaux de réalisation de la passerelle de franchissement de la Seine entre Poissy et Carrières-sous-Poissy.

Lieu d'exécution : Communes de Poissy et de Carrières-sous-Poissy.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 PROCEDURE DE PASSATION

Le présent contrat a été passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-1 et 2, R.2124-1 et R.2124-2 1° du code de la commande publique (CCP).

1.3 NATURE DU CONTRAT

Le contrat est qualifié de marché public de services régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

1.4 FORME DU CONTRAT

Les prestations, objet du présent contrat, donneront lieu à un marché ordinaire conclu à prix global et forfaitaire.

1.5 ORGANISATION DE L'ACHAT

1.5.1 Allotissement

Le présent contrat ne fait l'objet d'aucun allotissement. Conformément aux articles L.2113-10s, R.2113-2s CCP, le motif de non-allotissement est le suivant : l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.5.2 Contrat à tranches

Sans objet.

1.5.3 Marché réservé

Sans objet.

1.6 ACCORD-CADRE

Sans objet.

1.7 ATTRIBUTAIRE

Le présent contrat est conclu avec un attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R.2142-19s CCP.

2. PIÈCES DU CONTRAT

2.1 PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1/ Pièces particulières :

- . **L'acte d'engagement** (A.E) et ses annexes ;
- . **L'offre financière du titulaire** (D.P.G.F) ;
- . **Le cahier des clauses administratives particulières** (C.C.A.P) ;
- . **Le cahier des clauses techniques particulières** (C.C.T.P) et ses annexes éventuelles ;
- . **L'offre technique du titulaire** : il est à noter que le titulaire doit respecter son mémoire technique mais qu'en aucun cas l'acheteur n'est engagé sur celui-ci ;
- . **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification du contrat.

L'A.E, le C.C.A.P et le C.C.T.P prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang.

Seuls les exemplaires des documents particuliers composant le contrat détenus par l'acheteur font foi.

2/ Pièces générales :

- . **Le code de la commande publique** (CCP) du 1^{er} avril 2019 ;
- . **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services** (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- . **Le CCTG applicable**, et notamment :
 - le fascicule 65 ;
 - le fascicule 56
 - le fascicule 66
- . **L'ensemble des textes et normes réglementaires en vigueur.**

S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation des entreprises (DCE) à l'exception des 3 fascicules du CCTG applicable, le soumissionnaire étant supposé en avoir pris connaissance. L'entrepreneur titulaire du présent contrat ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Par suite, le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exécution du contrat, d'une quelconque ignorance des pièces énumérées ci-dessus et, d'une manière générale, de tous textes et de toute la réglementation qui sont applicables à la réalisation des prestations prévues au titre du contrat.

La version de ces textes qui est opposable au titulaire est celle en vigueur à la date de signature du contrat.

Toutes clauses contraires des conditions générales de vente du titulaire sont réputées nulles et non avenues, seules faisant foi les stipulations prévues au contrat.

2.2 PIÈCES ÉTABLIES APRÈS LA CONCLUSION DU CONTRAT

Les pièces établies par le titulaire en exécution du contrat deviennent contractuelles à compter de leur acceptation par l'acheteur.

2.3 STIPULATIONS GÉNÉRALES

Les pièces susvisées constituent un ensemble contractuel unique.

L'ordre de priorité des pièces implique, qu'en cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, sont prises en considération et sont donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

En cas de contradiction dans les clauses d'un même document du contrat, il conviendra de faire application de la clause la plus favorable au maître d'ouvrage.

2.4 ACCEPTATION DES PIÈCES ET DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et vérifié le contenu de l'ensemble des pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché, et notamment tous les éléments qui lui ont été fournis par l'acheteur, préalablement à la signature du contrat.

Il déclare avoir effectué toutes les démarches nécessaires pour la bonne compréhension du projet auprès de l'acheteur ainsi qu'auprès de toutes les autorités et services compétents, et avoir mené les investigations complémentaires qui s'imposaient.

Par suite, le titulaire déclare assumer l'entière responsabilité de l'interprétation qu'il a fait des pièces et documents mis à sa disposition par l'acheteur, sauf à démontrer que l'acheteur a délibérément cherché à nuire au titulaire en faisant figurer une information erronée et/ou en omettant une information essentielle.

2.5 CONNAISSANCE DU SITE ET DES PRESTATIONS DU CONTRAT

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations du contrat. Il reconnaît notamment avoir, avant la date de signature du contrat :

- Vérifier l'ensemble des indications contenues dans les pièces et documents mis à sa disposition par l'acheteur dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché. A ce titre, le titulaire reconnaît que les pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé la signature du contrat ne constituaient que des éléments d'information qu'il lui appartenait le cas échéant de vérifier et/ou contrôler sous sa propre responsabilité.

Par suite, le titulaire supporte l'ensemble des conséquences, notamment en termes financiers et de délais, résultant de la survenance de ces risques.

Par exception, le titulaire peut demander à être indemnisé des surcoûts dans le cas où l'un des risques mentionnés au présent article peut être qualifié de sujétions techniques imprévues au sens de la jurisprudence administrative.

2.6 PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE

La notification du contrat comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, des pièces constitutives du contrat, à l'exception des pièces générales.

Par dérogation partielle à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la remise au titulaire, sans frais, de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat, se fait sur demande expresse du titulaire.

3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

3.1 CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

- a) Obligation de confidentialité : il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-FCS avec la précision suivante : toutes les informations dont le titulaire aurait eu connaissance du fait de l'exécution du présent contrat revêtent un caractère strictement confidentiel. Le titulaire s'engage à en respecter la confidentialité absolue, à ne pas les divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans accord écrit du maître d'ouvrage. Conformément à l'article 1204 du code civil, il se porte fort pour tout son personnel, pour ses sous-traitants ou cotraitants éventuels du respect de cette obligation de confidentialité. Seules échappent à cette obligation les informations tombées officiellement dans le domaine public, diffusées dans le public antérieurement à cette communication ou signalées comme non confidentielles.
- b) Protection des données à caractère personnel : il est fait application de l'article 5.2 CCAG-FCS.
- c) Mesures de sécurité : il est fait application de l'article 5.3 CCAG-FCS.

3.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Il est fait application de l'article 6 du CCAG-FCS.

3.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – SECURITE - SANTE

Il est fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

3.4 REPARATION DES DOMMAGES

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS.

3.5 ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

3.6 CHANGEMENT DE LEGISLATION OU DE REGLEMENTATION

Le titulaire est réputé avoir pris en compte l'ensemble des normes existantes à la date de signature du contrat ainsi que celles dont l'entrée en vigueur était raisonnablement prévisible pour un homme de l'art.

Le titulaire est tenu d'adapter sans délai l'exécution de ses prestations aux changements de normes en vigueur intervenant après la signature du contrat. Les conséquences financières ainsi qu'en termes de délais résultant de l'évolution ou d'un changement de normes en vigueur sont à la charge intégrale du titulaire, sauf :

- En cas de démonstration par le titulaire qu'il ne pouvait pas raisonnablement anticiper l'entrée en vigueur de la norme concernée,
- En cas de démonstration par le titulaire que la norme concernée affecte directement ses prestations prévues au contrat.

Dans ces cas, le titulaire établit un mémoire exposant de manière détaillée les impacts techniques, notamment en termes de travaux supplémentaires, et/ou financiers et/ou sur les délais contractuels, résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée.

L'acheteur dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception des éléments susvisés pour se prononcer sur la demande du titulaire.

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, si l'acheteur estime que les conditions prévues au présent article sont réunies et s'il accepte les conséquences techniques, financières et/ou sur les délais résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée, le contrat est modifié par voie d'avenant, à régulariser dans le délai d'un mois à compter de la notification de son accord par l'acheteur. En cas de désaccord exprimé par l'acheteur ou en cas de silence de plus d'un mois, le différend est réglé dans les conditions de l'article 17 du présent C.C.A.P.

3.7 AUTRES OBLIGATIONS

3.7.1 Obligation générale de conseil

Considérant la qualité de professionnel du titulaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent contrat, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et de conseil vis-à-vis de l'acheteur. Le titulaire doit notamment prêter son concours à l'acheteur, dans le cadre des obligations du présent contrat et l'assister dans ses relations avec l'ensemble des administrations concernées, intervenant dans les secteurs objet du présent contrat notamment en lui apportant les informations qui lui sont nécessaires à la bonne organisation du service.

3.7.2 Obligations de moyens et de résultats

En sa qualité de professionnel, le titulaire a l'obligation d'informer parfaitement l'acheteur. Il doit toutes les informations techniques et conseils nécessaires à l'exécution de ses missions.

Il est tenu d'une façon générale à une obligation de moyens en ce qu'il devra mettre en œuvre tous les moyens permettant la réalisation des missions confiées. Une sous-estimation de ces moyens par le titulaire au moment de l'élaboration de son offre ne saurait constituer un motif de réclamation, ni une cause de nature à limiter sa responsabilité.

Enfin, le titulaire est tenu à une obligation de résultats concernant la fiabilité et la pertinence des missions exécutées au titre du présent contrat.

3.7.3 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R.2142-19s CCP ainsi que par l'article 3.5 du CCAG-FCS.

Pour les sous-traitants, il est fait application des articles L.2193-1s CCP, ainsi que des articles 3.6 et 5.4 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il adresse à l'acheteur, par courriel à l'adresse marchespublics@epamsa.fr, le cadre de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. Le titulaire produit également l'exemplaire unique du marché, ou le certificat de cessibilité ou une attestation de mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée. Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire. Après signature, l'acheteur notifie la copie de l'acte spécial par courriel. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leurs sous-traitants indirects et agréer leurs conditions de paiement selon les mêmes modalités.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus.

La non-production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article Résiliation du marché aux torts du titulaire du présent CCAP (article 13.3).

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail. Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, ou à la suite de la communication de renseignements inexacts (en toute connaissance de cause) à l'appui de la demande de sous-traitance, expose le titulaire à la résiliation du contrat à ses torts, dans les conditions définies ci-dessous, ainsi qu'à l'introduction d'actions indemnitaires et pénales le cas échéant. Même dans le cas d'acceptation et d'agrément du sous-traitant, le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les stipulations du contrat relatives à la sous-traitance s'applique indifféremment à tous les sous-traitants, en ce compris les sous-traitants de rang 2 et suivants.

3.7.4 Hygiène et sécurité

Le titulaire est seul responsable de l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail concernant son personnel. Il est tenu d'exploiter le service en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur régissant les conditions de travail des salariés et notamment les divers codes et règlement de la protection et de l'hygiène au travail, ainsi que les règles d'usage de la profession.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit obligatoirement porter la tenue et les équipements de protection individuelle et de sécurité pendant le temps de travail. L'ensemble de la tenue est à la charge de l'entreprise titulaire. Elle doit être en permanence propre et entretenue, sans déchirure ni souillure.

Le personnel doit avoir une conduite conforme à sa mission, qui implique notamment la courtoisie à l'égard d'autrui. L'acheteur peut demander un rappel à l'ordre et, à défaut d'amélioration constatée dans le mois suivant, exiger le remplacement de tout agent dont le comportement est un obstacle au bon fonctionnement du service. Il est interdit aux agents du titulaire de solliciter ou de recevoir des usagers une rémunération quelconque.

4. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION

4.1 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée de 36 mois à compter à compter de sa notification consistant en une remise au titulaire des pièces contractuelles.

Il n'est pas prévu de reconduction.

4.2 DELAIS D'EXECUTION

Il est fait application de l'article 13.1 et 13.2 CCAG-FCS.

La date prévisionnelle du début d'exécution est fixée à janvier 2025.

4.3 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Il est fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.4 NOTIFICATIONS – ORDRES DE SERVICE – DELAIS

a) *Notification au titulaire* : les notifications sont effectuées dans les conditions de l'article 3.1 CCAG-FCS. Les notifications par voie dématérialisée ou sur support informatique peuvent être effectuées à la libre discrétion de l'acheteur, sous réserve de disposer d'un mécanisme permettant d'attester de la date et de l'heure de la réception de celle-ci, ou en tout état de cause, en cas d'urgence.

b) *Ordres de service*

Le cas échéant, il est fait application de l'article 3.8 du CCAG-FCS.

c) *Modalités de computation des délais* : il est fait application de l'article 3.2 CCAG-FCS

4.5 EXECUTION COMPLEMENTAIRE

L'acheteur se réserve le droit de recourir, si besoin est, à la procédure de marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables telle qu'issue de l'article R.2122-7 CCP pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire au titre du présent contrat.

5. PENALITES

Le maître d'ouvrage dispose d'un droit de contrôle permanent sur les prestations du titulaire. Dans ce cadre, il peut contrôler sur pièces et sur place le respect des engagements contractuels du titulaire ainsi que les informations qui lui sont communiquées. Il peut diligenter tous moyens à cette fin.

Le titulaire fournit au maître d'ouvrage tous les éléments dont il a besoin pour exercer son contrôle, et notamment tous rapports, documents et informations, en sa possession concernant l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du contrat.

Le maître d'ouvrage peut demander au titulaire des informations complémentaires sur tous les comptes-rendus et documents produits en application des stipulations précitées ou tout autre rapport utile à l'exercice de son contrôle.

Les contrôles effectués par le maître d'ouvrage ne sauraient en aucun cas avoir pour effet de dégager le titulaire de sa responsabilité au titre du marché.

Le maître d'ouvrage peut appliquer des pénalités au titulaire, si celui-ci ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat. Ces pénalités sont applicables de l'entrée en vigueur du marché à la date de fin normale de celui-ci. En cas de résiliation, les pénalités sont applicables jusqu'à la date effective de la réalisation. Ces pénalités peuvent être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice, s'il y a lieu des dommages et intérêts envers les tiers.

L'application de pénalités n'exonère pas le titulaire de l'accomplissement de ses prestations au titre du contrat.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes distincts, les pénalités sont réparties entre les membres de ce groupement conformément aux indications du mandataire. Dans l'attente, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement titulaire.

Dans le cas où les sommes dues à un membre du groupement ne sont pas suffisantes pour compenser les pénalités appliquées audit membre, la part de pénalités n'ayant pas pu être supportée par ce membre sera due par le mandataire, à charge pour lui de se retourner contre ledit membre.

Toutes les pénalités ou réfections citées ci-dessous sont appliquées sur la facture du mois suivant leur constat et font l'objet d'un courrier recommandé avec avis de réception postal. Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision, elles sont ensuite déduites du montant du contrat actualisé ou révisé TTC.

Sauf dérogation expresse ci-dessous, il est fait application de l'article 19 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros hors taxes pour l'ensemble du contrat.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le contrat doivent être transmis par celui-ci par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par application de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du contrat.

Les pénalités du présent contrat sont indépendantes et cumulatives.

5.1 PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution de ses prestations, dont le contenu est détaillé au cahier des clauses techniques particulières, le titulaire se verra appliquer une pénalité de **500 € par jour calendaire de retard**, sur simple constat sans mise en demeure préalable.

Dans l'hypothèse d'une résiliation du contrat, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour de l'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-FCS.

Les dispositions des deux alinéas précédents sont applicables aux pénalités éventuellement prévues par les documents particuliers du contrat pour le cas de retard dans la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers, ou de dates limites fixées dans le marché.

5.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS

En cas de non-respect par le titulaire de ses obligations relatives à l'acceptation ou à l'agrément de ses sous-traitants, une pénalité de **5 000 € par sous-traitant** est appliquée au titulaire, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

5.3 PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à **10% du montant du contrat**, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1s du code du travail.

6. MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE

6.1 EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (MISE EN REGIE)

6.1.1 *Manquement aux termes du contrat*

Il est fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

6.1.2 *Autres conséquences*

Le titulaire, dont les prestations font l'objet des stipulations de l'article ci-dessus, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres de l'acheteur.

Les mesures prises en application du présent article sont à la charge du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le contrat, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Les prestations se faisant aux frais et risques du titulaire, celui-ci ne pourra arguer de la réalisation des prestations par l'acheteur et/ou par un tiers pour s'exonérer de ses obligations au titre du contrat.

6.2 CAS DE MISE EN REGIE DU TITULAIRE CONSTITUE SOUS LA FORME D'UN GROUPEMENT

Dans le cas où le contrat est passé avec un groupement conjoint d'opérateurs économiques et dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les stipulations de l'article 45 CCAG-Travaux sont applicables.

Pour la bonne compréhension de cet article, la résiliation qui y est visée s'entend comme la résiliation globale du marché prévue à l'article 14.3 du présent CCAP.

7. DECHEANCE

L'acheteur peut toujours procéder à la résiliation du contrat aux torts du titulaire, sans préjudice de l'exercice de tous ses autres droits, en cas de manquement grave et/ou répété à ses obligations contractuelles.

Dans ce cas, il est fait application de l'article 41 CCAG-FCS.

8. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Les prix du contrat sont mentionnés hors TVA.

Il est fait application de l'article 10 CCAG-FCS.

Conformément à l'article 10.1.3 CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.

- en cas de sous-traitance, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au présent contrat. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du contrat.

Variation des taxes fiscales : en cas de modification de la législation fiscale, si le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le contrat, les prix de règlement tiennent compte de cette variation et il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

8.1 FORME DES PRIX

Les prix du contrat sont forfaitaires de la décomposition du prix global et forfaitaire.

8.2 DETERMINATION DES PRIX

Les prix du contrat sont déterminés par application des prix forfaitaires tels qu'issus de la décomposition du prix global et forfaitaire.

8.3 VARIATION DE PRIX

Révision des prix

Conformément à l'article R.2112-13 CCP et de l'article 10.2.2 CCAG-FCS, les prix sont définitifs et révisables dans les conditions ci-dessous.

Date d'établissement du prix initial : les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de **novembre 2024**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le coefficient de révision applicable pour le calcul de la révision est donné par l'application aux prix du contrat de la formule suivante :

$$Pr = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (ING_0 / ING_m)]$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

P₀ : Prix initial

ING₀ et ING_m sont les valeurs de référence prises par l'index de référence [ING – Index divers de la construction – Ingénierie – Base 2010 – Identifiant : 001711010](#)

Pour la mise en œuvre de cette formule, le calcul sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Les valeurs sont prises par l'indice de référence respectivement au mois m₀ (mois zéro) et au mois m (mois de révision). Cet indice est déterminé comme : dernier indice paru à la date du service fait.

Périodicité : les prix sont révisés mensuellement.

En cas de suppression des indices, l'indice sera remplacé par l'indice et le coefficient de raccordement proposés par l'INSEE sans qu'une modification de marché ne soit nécessaire.

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'applique avec un mois M₀ correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché, sauf clause contraire prévue par l'avenant lui-même.

8.4 AVANCE

Conformément à l'article L.2191-2 CCP, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire stipulée à l'acte d'engagement. Elle est versée sur demande du titulaire dans l'acte d'engagement à la condition qu'il constitue une garantie à première demande portant sur la totalité du remboursement en application de l'article R.2191-7 al.3.

Le montant de l'avance, détaillé ci-après, est fixé conformément à l'article R.2191-7 CCP.

Lorsque le titulaire a fait appel à des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les stipulations du présent article lui sont applicables. Les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur leur demande. Le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire ne fait pas obstacle à ce que ces sous-traitants en obtiennent le versement.

L'option retenue est l'option B (article 11.1 CCAG-FCS).

Le taux de l'avance est fixé à 5%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le titulaire qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance. Le versement de l'avance s'effectue en une seule fois après production de cette garantie.

La remise de la garantie à première demande doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

L'assiette de l'avance est calculée comme suit :

- Pour le titulaire : l'assiette de calcul de l'avance est réduite au montant correspondant aux prestations qu'il exécute en propre ainsi que le montant des prestations sous-traitées qui ne font pas l'objet d'un paiement direct. Elle ne comprend pas le montant des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct.
- Pour le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct et ayant demandé à bénéficier de l'avance : l'assiette de l'avance correspond au montant des prestations qui lui sont sous-traitées, telles qu'elles figurent dans l'acte spécial de sous-traitance.

Dans le cas où le titulaire est constitué sous la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, le calcul du montant de l'avance est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65% du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations – 65) / 15.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

8.5 REGLEMENT DES COMPTES

8.5.1 Acomptes et règlements partiels définitifs

Les prestations objet du présent contrat sont rémunérées par des acomptes mensuels sur constat d'avancement dans les conditions des articles R.2191-20s CCP.

8.5.2 Présentation des demandes de paiement

Le règlement des prestations s'effectue sur présentation de facture sous forme dématérialisée sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique depuis le 1^{er} janvier 2020, pour toutes les entreprises.

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'EPAMSA doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, identifiant l'EPAMSA en tant que destinataire de la facture : 410 638 100 00033
- Le code service : factures Gesprojet.

Le numéro d'engagement n'est pas nécessaire.

Pour plus d'informations : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index

En plus des mentions légales, la facture doit comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro SIRET,
- Le numéro du compte bancaire,
- La date du contrat,
- Le numéro du contrat,
- L'intitulé du contrat,
- La quantité et les références des prestations commandées,
- Les montants HT et TTC des prestations exécutées,
- La date, la référence et le numéro de bon de commande ou de l'OS le cas échéant,
- La date d'exécution effective.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées au titulaire accompagnées des raisons du refus de paiement. Le titulaire doit obligatoirement retourner à l'acheteur, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

8.5.3 Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants et sous-traitants payés directement comme indiqué à l'acte d'engagement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il est procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Le règlement des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant est effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R.2192-13, R.2193-5s CCP. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

8.5.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement des dépenses se fait par mandat administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat, sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conformément aux articles R.2192-10 et 12 CCP.

En application de l'article L.2192-13 CCP, le dépassement de ce délai fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Par ailleurs, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros, conformément à l'article D.2192-35 CCP.

Enfin, en application de l'article L.2192-13 dernier alinéa CCP, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue ci-dessus, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

9. EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire agit en tant que conseil à la maîtrise d'œuvre et à ce titre, il ne prendra aucune décision ni ne donnera aucun ordre sur le chantier.

L'ensemble des informations de contrôle devra être validé par la maîtrise d'œuvre avant d'être divulgué.

Les personnels du titulaire sur le chantier devront être ceux présentés dans l'offre du titulaire, et resteront sous la responsabilité administrative du titulaire.

L'ensemble des renseignements techniques de tout ordre ne pourra en aucun cas être utilisé à d'autres fins que la stricte exécution du présent marché.

10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées par l'acheteur dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

10.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées conformément au chapitre 5 CCAG-FCS. Toutefois, par dérogation aux articles 28.1, 28.2, 30.1 et 30.3 CCAG-FCS, la décision d'admission est expresse. Aucune admission des prestations ne peut être réputée comme tacitement acquise, notamment du seul fait du silence gardé par l'acheteur, ou de la seule remise des prestations à l'acheteur.

10.2 ADMISSION

La décision d'admission est prononcée par l'acheteur dans les conditions de l'article 30.1 CCAG-FCS.

11. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

12. CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU CONTRAT

12.1 MODIFICATION DU CONTRAT

12.1.1 Principes généraux

Les conditions techniques et financières du marché sont susceptibles d'être modifiées au cours de son exécution. Toute modification convenue entre les parties se fait par voie d'avenant et dans le respect des dispositions du CCP, notamment pris en son article L.2194-1.

Le contrat peut également être modifié unilatéralement par ordre de service du maître d'ouvrage, dans les conditions de droit commun applicables à tout contrat administratif. Dans ce cas, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications opérées au plus tard à l'issue du délai de préavis indiqué dans l'ordre de service, ou à défaut, dans les meilleurs délais.

Toutes les clauses du contrat non explicitement modifiées demeurent applicables de plein droit.

12.1.2 Hypothèses de modification du contrat

Une modification du contrat par voie d'avenant peut notamment intervenir dans les hypothèses suivantes :

- en cas d'évolution(s) technique(s) et/ou réglementaire(s) au cours du contrat rendant utile ou nécessaire la modification des pièces contractuelles dans les conditions de l'article 3.6 du présent document,
- en cas de demande d'une (ou plusieurs) autorité(s) administrative(s) compétente(s) conduisant à une modification des prestations faisant l'objet du contrat,
- en cas de suspension des travaux pour des motifs extérieurs aux parties,
- en cas de retard, non obtention, retrait d'une ou plusieurs autorisations administratives pour un fait non imputable au titulaire, après rencontre entre le maître d'ouvrage et le titulaire,
- en cas de création, modification ou suppression de tout impôt, taxe, redevance ou contribution établi notamment par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale, relatifs à l'exécution du contrat,
- en cas de survenance d'aléas imprévisibles au moment de la signature du contrat,
- en cas de changement de titulaire.

Il est précisé que la clause de réexamen figurant au présent article ne constitue pas un droit à la modification du contrat pour le titulaire.

Par suite, le maître d'ouvrage est libre de refuser une modification fondée sur le présent article sans que cela ne justifie une demande d'indemnisation de la part du titulaire.

12.2 CESSIION DU CONTRAT

Le titulaire ne peut céder tout ou partie du contrat sans le consentement préalable écrit du maître d'ouvrage.

La demande de cession est effectuée par le titulaire auprès du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions du CCP, notamment pris en ses articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-6, le maître d'ouvrage ne peut donner son agrément à la cession que si le cessionnaire présente les garanties professionnelles et financières au vu desquelles le marché a été attribué, et si la cession ne remet pas en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire initial, ni ne modifie substantiellement les caractéristiques du contrat.

Le maître d'ouvrage fait connaître sa décision dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande du titulaire. A défaut, le silence du maître d'ouvrage vaut refus.

A défaut d'avenant de cession, celle-ci est considérée comme irrégulière et inopposable au maître d'ouvrage.

Le non-respect des stipulations du présent article peut être sanctionné par la déchéance.

Si le maître d'ouvrage accepte la cession du contrat, le cessionnaire est alors entièrement subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du contrat, et reprend intégralement l'exécution de toutes les obligations fixées dans le contrat à la charge du titulaire, à hauteur de la cession effectuée.

Le titulaire fait son affaire, à ses frais, de la transmission de toutes les charges et obligations dans le cadre de la cession, y compris en ce qui concerne le bénéfice des polices d'assurances et communique à son cocontractant dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la cession les justificatifs de transmission des charges et garanties.

12.3 IMPREVISION

En cas de survenance d'un événement imprévisible lors de la signature du contrat ou dont les effets ne pouvaient raisonnablement être prévus à cette date, extérieur aux parties, et ayant (ou qui aura) nécessairement pour effet de bouleverser temporairement l'équilibre économique du contrat, le titulaire doit poursuivre l'exécution de ses obligations.

Il peut proposer au maître d'ouvrage les mesures d'adaptation nécessaires au marché. Si le maître d'ouvrage accepte ces propositions, un avenant est conclu à brefs délais dans les conditions de l'article 11.1 du présent CCAP.

Le titulaire a en outre droit à une aide financière versée par le maître d'ouvrage pour pourvoir aux dépenses extracontractuelles afférentes à la période d'imprévision, sous réserve de documenter ses dépenses et dans la limite de 50% de celles-ci.

Au cas où, à la survenance d'un fait d'imprévision, le bouleversement de l'équilibre économique du contrat ne serait plus temporaire, la résiliation du contrat peut être prononcée par le maître d'ouvrage dans les conditions ci-dessous, ou à la demande du titulaire par le juge administratif.

La décision de résiliation du contrat est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les motifs de résiliation. Elle prend effet à sa date de notification. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

13. RESILIATION

Il est fait application des dispositions des articles 38 à 45 CCAG-FCS.

13.1 RESILIATION POUR EVENEMENT EXTERIEUR AU CONTRAT

Le présent contrat peut être résilié par le pouvoir adjudicateur sans indemnité conformément à l'article 39 CCAG-FCS en cas :

- De décès ou incapacité civile du titulaire,
- De redressement ou de liquidation judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire,
- D'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du contrat.

13.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 CCAG-FCS, sans préjudice de l'application des alinéas 2 et 3 de cet article, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial hors taxes du contrat, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Par dérogation à l'article 42 CCAG-FCS, ne seront pris en compte que les montants de la DPGF.

13.3 RESILIATION DU CONTRAT AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il est fait application de l'article 41 CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation,
- en complément de l'article 41 CCAG-FCS, en cas de non-production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus du titulaire du contrat, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 41 CCAG-FCS, à 8 jours, le contrat est résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- en cas de non-respect par le titulaire (ou par l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises), des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-4 et R.2143-9s CCP et aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire (ou l'un ou l'autre des cotraitants en cas de groupement d'entreprises), lors de la consultation ou de l'exécution du contrat, le contrat ou la part de contrat correspondante sera résilié sans mise en demeure à leurs frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 41.2 CCAG-FCS, le titulaire (ou le cotraitant) dispose d'un délai de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14. DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

La monnaie de compte du contrat est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1s CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du contrat n° du ayant pour objet..... »

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiements seront libellées dans la monnaie de compte du contrat et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP. Le prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français. »

15. LANGUE ET UNITE MONETAIRE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi, doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original. L'unité monétaire est l'euro.

16. GESTION DES CONTENTIEUX ET DES SINISTRES

16.1 GESTION DES CONTENTIEUX

Le titulaire doit assister le maître d'ouvrage dans le cadre de contentieux où celui-ci serait mis en cause, quel que soit le stade d'avancement du contrat.

16.2 GESTION DES SINISTRES

Le titulaire doit informer immédiatement le maître d'ouvrage des sinistres dont il a connaissance. Il précise la nature de celui-ci, sa localisation précise, la date et l'heure de son identification, ainsi que les mesures qu'il va mettre en œuvre pour remédier à ce sinistre. Chaque sinistre fait l'objet d'un constat contradictoire entre le maître d'ouvrage et le titulaire. A défaut d'établissement d'un tel constat, le titulaire ne pourra pas se prévaloir de la survenance du sinistre pour demander une indemnisation ou un délai supplémentaire.

Nonobstant la politique d'assurance qui sera déployée par le maître d'ouvrage dans le cadre de cette opération, le titulaire devra prendre toutes les diligences nécessaires pour la gestion desdits sinistres, et ce quelle que soit sa responsabilité.

Il doit notamment mettre en œuvre les mesures de sauvegarde et de mise en sécurité, et participer aux réunions d'expertise, le cas échéant.

17. PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat dans les conditions de l'article 46 CCAG-FCS.

En cas de rejet de la réclamation du titulaire déposée dans les formes et conditions de l'article 46 CCAG-FCS et/ou en cas de désaccord persistant de l'acheteur sur les conditions d'exécution du contrat, le différend pourra être porté à l'initiative de la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Versailles.

18. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-FCS, les dérogations du contrat au CCAG-FCS sont réputées valables :

- Sans que l'article du CCAG-FCS auquel il est dérogé ne soit formellement mentionné à chaque dérogation, ni que l'ensemble des dérogations soit explicitement listé au présent article ;
- Dès lors que ces dérogations au CCAG-FCS sont exprimées d'une manière suffisamment claire à la lecture du contrat, étant précisé que le titulaire disposait de la possibilité de formuler des demandes de clarification en cours de procédure d'attribution du marché et/ou de discuter de ses clauses au cours des séances de négociation ayant précédé l'attribution dudit marché.

Par suite, il est convenu entre les parties que la liste des dérogations au CCAG-FCS n'a pas vocation à être exhaustive mais uniquement à garantir l'information du titulaire sur les dérogations identifiées.